

La France ne veut-elle pas voir qu'elle est pluriculturelle ?

La Marseillaise, 26 mars 2005

La commission nationale consultative des droits de l'homme a remis lundi dernier son rapport annuel au Premier ministre. « Les actes racistes et antisémites ont atteint des niveaux exceptionnels et inquiétants » indique le rapport. Mais il est aussi soumis à des critiques. Pourquoi ne prend-il pas en compte les discriminations de l'emploi et au logement ?

La publication d'une somme de chiffres sans réelles explications ne risque-t-elle pas de renforcer un comportement communautariste de repli sur soi? Le racisme et l'antisémitisme se sont-ils effectivement renforcés en 2004 dans la société française ? Quelles sont les pistes prioritaires pour tenter de le faire reculer ? Esther Benbassa, historienne, et Michel Wieviorka, sociologue, chacun dans leur spécificité, tentent de répondre à ces questions. [...]

Esther Benbassa, comment avez-vous réagi aux chiffres du rapport annuel de la commission nationale consultative des droits de l'Homme ?

Je voudrais préciser que j'ai été moi-même auditionnée par la CNCDH. Mais vraiment, je crois qu'il faut qu'on cesse de nous donner des chiffres sans explications. Sans quoi, on risque de susciter un réflexe de peur encore plus grand chez les victimes de ces actes et alimenter encore plus le communautarisme. Que signifient ces chiffres ? Est-ce que, par exemple, tous les gens qui subissent le racisme se rendent dans un commissariat pour porter plainte? Il me semble que tout le monde ne le fait pas et pour de multiples raisons. Il est si facile de nous étourdir avec des chiffres et des discours compassionnels plutôt que de passer à l'action avec des démarches positives pour enrayer le mouvement. On pourrait déjà remplacer les chiffres par un vrai travail de terrain commandé à des scientifiques.

Voulez-vous dire par là qu'il faut arrêter de quantifier les actes racistes ou plutôt trouver une autre façon de le faire ?

Même la comptabilisation n'est pas forcément correcte. Est-ce que le type qui s'appelle Mohammed et qui ne trouve pas de travail entre dans ces statistiques ? Et celui qu'on arrête à l'entrée du métro parce qu'il n'a pas la peau blanche ? Et celui qui ne trouve pas de logement parce qu'il a un nom à consonance étrangère ? Plutôt que de créer des commissions bureaucratiques pas toujours très utiles et souvent dans le politiquement correct, il me semble que l'Etat devrait consacrer plus d'énergie et de moyens à l'explication et à l'action. L'urgence consiste à trouver des solutions, des moyens d'agir : plus de logements et avec une meilleure répartition, la discrimination positive ou une autre voie efficace pour qu'entrepreneurs et fonction publique recrutent davantage de gens issus de l'immigration. Une campagne à travers tout le pays pour faire comprendre aux gens ce qu'est le racisme, ce qu'est l'antisémitisme et quelles en sont les conséquences ne serait pas inutile. Et puis il convient de prendre des mesures concrètes d'intégration.

Faut-il comprendre que vous trouvez un tel rapport dangereux?

Le mot est sans doute fort. Mais disons qu'il interpelle. Comment le reçoivent les populations qui sont marquées par ce racisme ou cet antisémitisme ? La lecture de ce genre de rapport est susceptible d'intensifier l'impression d'être étrangers à la France, rejetés. Le risque, c'est un raisonnement du type « on ne nous aime pas, alors pourquoi faire partie de cette société, est-ce qu'il ne serait pas mieux de vivre entre nous, coupés de l'extérieur, créer même des écoles communautaires pour ne pas être en relation directe avec la société dominante qui nous rejette ? ».

Donc favoriser et développer le communautarisme...

Il risque de le renforcer. Le communautarisme nous rend étrangers les uns aux autres et compartimente la société rendant la vie commune impossible.

Pouvez-vous préciser ce que vous appelez des chiffres non expliqués dans le rapport de la CNCDH?

Quand il dit sèchement « il y a 970 actes antisémites, 595 actes anti-maghrébins ». Quand il annonce sans autre forme de procès «le conflit israélo-palestinien ne joue plus de rôle »... Ca ne veut rien dire. On peut faire dire aux chiffres exactement ce que l'on veut. Quand on regarde le rapport, ce ne sont pas des chiffres expliqués mais des chiffres alignés. Et ils développent de surcroît une identité victimaire.

Ont-ils quand même un intérêt à vos yeux ?

Ils m'intéressent parce qu'ils dénotent ce qui ne va pas dans la société française en proie au racisme et à l'antisémitisme en constant progrès. Traduisent-ils le malaise d'une société, elle-même à la recherche de son identité et qui a du mal à tolérer ? Et puis, posons le problème ouvertement : la France ne veut-elle pas voir qu'elle est pluriculturelle ?

Vous voulez dire qu'elle serait elle-même coincée par sa propre culture ?

Le principe républicain veut que la France soit une seule nation, qu'il n'y ait pas de diversité. Le multiculturalisme serait une mauvaise chose qui ne concernerait que les USA. Ce n'est pas vrai et ajoutons qu'aux Etats-Unis, l'antisémitisme et le racisme ne s'expriment pas de la même manière que dans notre France jacobine. Tout cela dans une société française en pleine interrogation sur son avenir et qui craint de perdre son identité dans une Europe élargie. Et l'on ne construit sa propre identité souvent qu'en rejetant l'autre.

N'en n'avez-vous pas un peu marre de voir le mot racisme employé au singulier ?

C'est vrai. Il serait plus adéquat de parler plutôt de racismes et d'arrêter le distinguo entre racisme et antisémitisme puisque les deux font partie du même ensemble avec des déclinaisons spécifiques.

Est-ce que la réponse au communautarisme ce n'est pas le développement de la citoyenneté ?

Bien sûr, à condition de bien définir quelle citoyenneté et pour qui. Est-ce que cette citoyenneté est considérée comme égale pour tous ? Est-ce que, par exemple, les « Arabo-musulmans », quand ils sont citoyens, sont perçus comme des citoyens à part entière ?

Le droit de vote pour les migrants et à tous les scrutins, c'est une des solutions ?

Si l'on veut une France unie, tout le monde devrait être associé aux décisions politiques. On pourrait commencer par la participation aux municipales. Les élections émanent de ce processus démocratique d'intervention et de prise de responsabilité envers son présent. C'est un des moyens, comme la discrimination positive, le décloisonnement des banlieues, la déconstruction des multiples perceptions négatives de l'Autre.

C'est-à-dire ?

L'opinion publique est constamment travaillée par des discours tendancieux. On retrouve ici et là un anti-islamisme, y compris dans la presse, utilisé par certains dans le débat sur le referendum. On mélange islam et terrorisme, immigrés, fondamentalisme et terrorisme, port du voile et fondamentalisme... Cet anti-islamisme rappelle tellement les campagnes antisémites de l'entre-deux-guerres... A force, les plus fragiles, ceux qui se sentent menacés, finissent par passer à l'acte raciste. Par exemple, je ne suis pas d'accord pour que l'on continue à se focaliser autour de l'antisémitisme venant des milieux maghrébins. Il y a un antisémitisme de bon aloi qui continue de progresser chez les Français de souche. Il y a aussi une extrême droite qui profite du conflit israélo-palestinien pour trouver une raison à son antisémitisme. Et je ne suis pas du tout persuadée que le conflit israélo-palestinien n'ait pas donné des idées à l'extrême droite.

Quelles autres pistes peut-on explorer pour faire reculer les communautarismes et parvenir à un développement de la citoyenneté ?

On peut commencer par l'école. C'est là que peuvent se construire des passerelles. On peut déjà introduire l'enseignement des régions comme faits de civilisation. Moi je suis agnostique, mais il me semble essentiel qu'on puisse y apprendre la culture de l'Autre, aussi bien aux petits Français qu'aux autres. Ce qui est important, c'est de partager ces cultures, ces savoirs, et de ne pas négliger la pluralité de la composition scolaire afin de créer un enseignement la prenant sérieusement en considération. Il est temps d'en finir avec les mesures à court terme, tant prisées par les politiques parce qu'elles ont souvent des visées électorales. Il y a un travail de longue haleine à mener pour combattre l'ignorance et la méconnaissance de l'Autre. Menons ce travail d'explication à l'école, créons des lieux de rapprochement, responsabilisons les citoyens pour faire en sorte que le malaise de la société française ne s'exprime pas sous la forme du racisme et de l'antisémitisme, mais avec la détermination de ceux qui souhaitent préparer un avenir dynamique aux générations futures.

Propos recueillis par Michel ALLIONE